

L'Europe diverge

Michel Husson, *Le progrès social*, 1er octobre 2016

Le moral de Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, est au plus bas : « Jamais encore, je n'avais vu une telle fragmentation, et aussi peu de convergence dans notre Union » a-t-il déploré dans son discours sur l'état de l'Union. C'est le mot de convergence qui est important.



L'euro avait pourtant été construit sur le postulat selon lequel l'instauration d'une monnaie unique permettrait d'enclencher la convergence entre les économies des Etats membres. Comment ? Grâce à l'intégration économique et financière et à une concurrence accrue : les capitaux iraient s'investir dans les pays les moins avancés de la zone et doperaient leur compétitivité, de manière à assurer leur rattrapage. Mais c'était mettre la charrue avant les boeufs : un degré minimal de convergence aurait dû au contraire être considéré comme la condition préalable à la monnaie unique.

Les capitaux ont effectivement afflué vers les pays de la périphérie mais pour s'investir dans la finance ou le logement, de telle sorte que le rattrapage productif n'a pas eu lieu. Et quand la crise fut venue, les investisseurs ont retiré leurs billes et les pays à déficit étaient condamnés à la récession, seul moyen d'équilibrer leur balance des paiements.

Réformer la zone euro, ou en sortir ?

Martin Schulz, le président du Parlement européen, n'a pas hésité à mettre les pieds dans le plat en avertissant que « l'Union européenne est aujourd'hui menacée de dissolution ». Et le débat a été relancé par le dernier livre de Joseph Stiglitz (*L'Euro, comment une devise commune menace l'avenir de l'Europe*) où il préconise une sortie « concertée » de l'euro. Mais cette proposition présuppose ce qui justement fait défaut au système actuel, à savoir un degré suffisant de coopération. Comment croire en effet que l'Allemagne accepterait un renchérissement de sa nouvelle monnaie dans une proportion d'au moins 20 % par

rapport à la France, à l'Espagne, au Portugal et à la Belgique ? Il faudrait aussi se mettre d'accord pour savoir dans quelle monnaie seraient libellées les dettes croisées, et pas seulement les dettes publiques.

Dans l'impasse

Seule une « union de transferts » permettrait d'enclencher un véritable processus de convergence. Mais ce projet n'est pas à l'ordre du jour : un budget européen réduit à la portion congrue, aucune perspective d'harmonisation sociale (ou alors par le bas), pas de frein à la concurrence fiscale, pas de programme d'investissements publics coordonnés à l'échelle européenne, arrêt soudain des investissements privés du « coeur » vers la « périphérie » de la zone.

La grande crise a donc servi de révélateur à la nature intrinsèquement bancaire de l'euro que tout le monde (re-)découvre aujourd'hui. Mais la contradiction à laquelle on est aujourd'hui confronté est une véritable aporie : l'euro ne fonctionne pas, mais on ne peut pas le faire fonctionner autrement et on ne peut pas non plus en sortir.

Les « élites », [explique Patrick Artus](#), voient bien les problèmes qui en résultent : stagnation du pouvoir d'achat, inégalités croissantes, chômage des moins qualifiés, exclusion. Mais pour lui « le problème, c'est l'absence de solution » (la formule est jolie) : « spontanément, les économies contemporaines génèrent la bipolarisation des marchés du travail et ne produisent plus de gains de productivité élevés ; il ne s'agit pas d'un choix, mais de la dynamique spontanée des économies, difficile à modifier ». Cette conclusion défaitiste a au moins le mérite de pointer la nécessité - et la difficulté - d'enrayer la « dynamique spontanée des économies » qui est peut-être, tout simplement, celle du capitalisme.